

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



---

# RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2020

**CHAPITRE 26**

**MINISTERE  
DE LA JEUNESSE ET  
DE L'EDUCATION CIVIQUE**

---

VERSION FRANÇAISE

---

## SOMMAIRE

---

	<b>NOTE EXPLICATIVE</b>	<b>4</b>
<b>1.</b>	<b>CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>5</b>
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	9
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	10
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2020	11
<b>2.</b>	<b>ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>13</b>
2.1.	<b>PROGRAMME 346:</b> EDUCATION CIVIQUE ET INTEGRATION NATIONALE	14
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	15
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	16
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020	16
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020	19
2.2.	<b>PROGRAMME 347:</b> INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES	25
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	26
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	26
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020	27
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020	29
2.3.	<b>PROGRAMME 348:</b> GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	36
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	37
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	37
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020	38
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020	40
<b>3.</b>	<b>BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES</b>	<b>57</b>

3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	58
3.2.	LEÇONS APPRISES	60
3.3.	PERSPECTIVES	60

## NOTE EXPLICATIVE

---

# 1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

## 1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

L'Action du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC) a pour socle le DSCE qui lui-même s'appuie sur la Vision du développement global. Cette Vision fait du Cameroun « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité » à l'horizon 2035. A cet effet, le Gouvernement entrevoit bâtir une économie forte et compétitive. Aussi un accent particulier est-il mis sur la formation du capital humain avec pour fondement, une nation solidement enracinée autour des valeurs de paix, de tolérance, de patriotisme, d'engagement citoyen de tous et du vivre ensemble harmonieux, et à travers l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies sectorielles.

Ainsi, conformément au Décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, le MINJEC contribue grandement à l'atteinte de cet objectif, en matière d'éducation civique, d'intégration nationale, de volontariat, de culture démocratique et de paix, d'insertion socioéconomique et professionnelle des jeunes et surtout en matière de mise en œuvre des Très Hautes directives du Président de la République, Chef de l'État contenues dans son message à la jeunesse du 10 février 2016, relative à l'implémentation d'un Plan Triennal Spécial Jeunes (PTS-Jeunes) pour la facilitation et l'accélération de l'insertion économique de la jeunesse.

Ces différentes missions sont précisées dans la revue des programmes pour le triennat 2019 – 2021 et le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT 2019-2021). Le Programme de Performance des Administrations (PPA) 2019 et le budget programme qui ont fait l'objet d'une pré-évaluation au cours des pré-conférences budgétaires tenues au Ministère des Finances en juillet 2019, se sont déclinés de ces outils de pilotage. Chacun de ces programmes est décliné en actions, activités et tâches dans la Revue des programmes et le CDMT.

Le présent rapport, porte sur les points d'ancrage des programmes de notre département ministériel dans les domaines de l'éducation civique, de l'intégration nationale, de l'insertion socioéconomique et professionnelle des jeunes.

### a- Éducation Civique

Au Cameroun, la nécessité de renforcer l'éducation civique à tous les niveaux s'impose, du fait de la montée fulgurante des actes inciviques, de l'immoralité et de la crise généralisée des valeurs essentielles de paix, de travail, de solidarité et de tolérance.

Au regard des missions à lui assignées, le MINJEC est considéré comme chef de file de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation civique et de la promotion de l'intégration nationale. Dès lors, il paraît nécessaire voire impératif de repenser la société camerounaise afin de mettre en place une nouvelle gouvernance éducative visant un réarmement moral des populations et une gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières.

Pour cela, la réforme des programmes, suite à l'élaboration du « *Référentiel National d'Éducation Civique* » a constitué une opportunité. Ce document concerne tous les niveaux

d'éducation (maternelle, primaire, secondaire, supérieur, extrascolaire et professionnelle) et les différents groupes sociaux. Par ailleurs, il a permis en tant que document de référence, d'élaborer des documents cadres et des stratégies sectorielles permettant d'organiser avec efficience le lancement officiel de la campagne nationale d'éducation civique et d'intégration nationale, par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, sur le thème : « **Ma contribution citoyenne pour l'avènement d'un Cameroun exemplaire** ».

En effet, l'organisation de la campagne nationale d'éducation civique en 2014 dans ce contexte, a constitué en réalité une occasion idoine pour le MINJEC de déclencher la dynamique de travail collectif de toutes les parties prenantes en vue d'impliquer toutes les catégories de citoyens à s'approprier les enjeux de la campagne et la réappropriation par ces strates sociales, des valeurs civiques et morales devant leur permettre de contribuer à l'avènement d'un Cameroun exemplaire.

Le Programme National d'Education Civique et d'Intégration Nationale (PNEC), qui est l'un des instruments pédagogiques, comportant entre autres le diagnostic, les orientations générales, les objectifs pédagogiques, ainsi que le cadre institutionnel et les mécanismes de mise en œuvre, est donc un moyen et un cadre déterminants de systématisation et de mise en œuvre de l'éducation civique et citoyenne à travers l'ensemble des instances du système éducatif national qui cible toutes les couches sociales.

Aussi, l'appropriation judicieuse par toutes les parties prenantes (responsables du MINJEC, ministères partenaires, experts et pédagogues) de ce programme pédagogique opérationnel sectoriel, véritable outil didactique d'encadrement civique et moral qualitatif et quantitatif de la population, s'avère indispensable pour l'atteinte de l'émergence par notre Pays.

En 2019, la poursuite de la campagne nationale d'éducation civique et d'intégration nationale par l'activation du Projet d'Education Populaire Civique et d'Intégration Nationale (PEPCIN), a permis la sensibilisation, toutes valeurs cumulées de plus de 2.613.769 personnes sur les valeurs civiques et morales, cela à travers l'animation des clubs d'éducation civique et d'intégration nationale mis sur pied sur l'ensemble du territoire national, le déploiement des Equipes Mobiles d'Animation Populaire Urbaine et Rurale (EMAPUR) et les Médiateurs Communautaires (MC), les Clubs d'Education Civique et d'Intégration Nationale (CECIN). De même la formation des appelés par l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement (ASCNPD) s'est poursuivie, avec pour l'exercice 2019 une cuvée de 1174 appelés et le réarmement moral de 29.807 personnes. Cette dynamique s'est accélérée sur l'étendue du territoire national à travers l'opérationnalisation du Programme National de Volontariat (PNV) et la mobilisation des énergies et compétences des volontaires autour des villages pionniers de 2<sup>ème</sup> génération.

#### **b- Intégration nationale**

Le développement du Cameroun nécessite la mobilisation efficiente de toutes les énergies dans un cadre de cohabitation harmonieuse. Elle exige également le renforcement de l'intégration et de la mobilisation nationale, ainsi que la consolidation du processus démocratique.

Parlant de l'intégration et de la mobilisation nationale, il s'agit d'amener les camerounais à dépasser les identités primaires pour s'associer à la construction d'une société plus apte à faire

face à la mondialisation et à ses nombreux défis. Les différentes initiatives dans ce sens devraient s'articuler autour de l'inculturation et de l'ouverture comme tremplins du développement. La promotion systématique du mérite comme facteur de base du progrès social contribuera à diffuser le sentiment d'une égalité de chances offerte à tous, sans distinction d'aucune sorte.

Par ailleurs, l'intégration devra trouver dans le développement économique et dans le développement des infrastructures de communication et de télécommunications, un facteur de stimulation important à travers le développement des échanges et l'interpénétration des cultures. La consolidation du processus démocratique et d'implémentation effective de la décentralisation suppose un fonctionnement harmonieux de l'Etat, des partis politiques et de la société civile, selon les règles du jeu. Cela nécessite le renforcement de la participation des populations à travers un ensemble d'actions orientées vers l'éducation, la formation et la sensibilisation.

Plusieurs axes doivent être déclinés en stratégies opérationnelles dans l'optique de l'intégration nationale notamment :

- l'intégration et la mobilisation nationales ;
- la promotion des valeurs communes ;
- la participation de toutes les catégories ou groupes sociaux au processus de prise de décision ;
- la lutte contre les forces centrifuges ;
- la solidarité et la redistribution équitable des richesses ;
- le développement équilibré et harmonieux du territoire ;
- la mobilisation citoyenne et le réarmement moral ;
- la communication sociale.

C'est dans ce sens qu'a été élaborée la Stratégie Camerounaise d'Intégration Nationale (SCIN), qui porte sur un diagnostic, des objectifs et des choix stratégiques, des plans d'actions et des mécanismes de mise en œuvre, avec pour but de former des citoyens enracinés dans leur culture, respectueux de l'intérêt général, du bien commun, de l'éthique et des valeurs démocratiques, soucieux du vivre ensemble harmonieux et ouverts au monde. Son appropriation judicieuse et adéquate par toutes les parties prenantes s'avère également indispensable pour que notre Pays, à travers des citoyens solidaires, tolérants, vivant en harmonie dans la paix et le travail, puisse atteindre son émergence.

Pour l'exercice 2019, le MINJEC a mis en place une stratégie visant la sensibilisation de proximité des populations sur les questions de vivre ensemble et la culture de la paix. Cela s'est traduit par le développement des activités de brassage à l'exemple des Journées du Vivre Ensemble Camerounais (JVEC) organisées à l'occasion de la célébration de la fête nationale. Cette mobilisation a permis de sensibiliser plus de 26.050 personnes sur l'ensemble du territoire national.

### **c- Insertion socio-économique des jeunes**

Selon le document "Cameroun : vision 2035", la stratégie de développement social vise à améliorer le niveau de développement humain. Elle permet également le relèvement des

indicateurs d'espérance de vie à la naissance, de santé, d'éducation, d'emploi, de participation à la vie sociale. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les actions que le MINJEC entend mener au cours des trois prochains exercices budgétaires.

Les éléments d'ancrage du MINJEC au DSCE sont perceptibles au [paragraphe 343], page 90, consacré à la promotion de l'emploi des jeunes à travers des programmes spécifiques existants. Dans le cadre du prochain triennat, il s'agit pour le MINJEC de poursuivre et d'intensifier les actions jusqu'ici entreprises en faveur de la promotion économique des jeunes, et d'envisager de nouvelles perspectives visant à booster l'accès des jeunes à l'emploi et à l'auto-emploi. Un accent particulier doit être mis pour l'essentiel sur l'amélioration de la performance administrative et l'accélération de la mise en œuvre du PTS-Jeunes à travers :

- l'intensification de l'inscription des jeunes à l'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ), leur référencement vers les guichets correspondant à leurs aspirations et la facilitation de leur accès aux opportunités gouvernementales et non gouvernementales à travers la Carte Jeune Biométrique dont la production devrait s'accroître ;
- l'accompagnement technique, entrepreneurial et managérial pré et post financement des jeunes dans les Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes (CMPJ) et l'amélioration de la viabilité des entreprises créées par les jeunes à travers les 17 projets-filières résultant de la spécialisation du Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U) ;
- la facilitation et l'accélération de l'insertion économique de la jeunesse à travers le financement des projets des jeunes par le Fonds National d'Insertion des Jeunes (FONIJ) ;
- l'accompagnement des jeunes de la diaspora en général et les migrants de retour en détresse en particulier, à travers le Programme d'Aide au Retour et à l'Insertion des Jeunes de la Diaspora (PARI-JEDI) ;
- le développement des structures d'encadrement des jeunes à travers la construction et l'équipement des Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes (CMPJ) et la poursuite de la mise en place des pépinières d'entreprises dans ces structures, ainsi que l'autonomisation des jeunes qui y sont formés, conformément aux dispositions du décret 2010/1099/PM du 7 mai 1999 portant organisation et fonctionnement des CMPJ.

## 1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Les dispositions du Décret N°2012/565 du 28 novembre 2012 portant organisation du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, attribuent à ce dernier, la responsabilité de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation civique et de la promotion de l'intégration nationale.

À ce titre, il est chargé :

- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies appropriées pour faciliter la contribution de la jeunesse au développement du pays et à la promotion des valeurs de paix, de travail, de démocratie et de solidarité ;
- de l'éducation citoyenne et morale de la jeunesse ;
- de la prise en compte des préoccupations des jeunes dans les stratégies de développement

dans les différents secteurs ;

- de l'insertion sociale des jeunes ruraux et urbains ;
- de la promotion de l'intégration nationale ;
- de la promotion du volontariat ;
- de la promotion économique et sociale des jeunes et de leurs associations ;
- du suivi des activités des mouvements de jeunesse.

Il suit les programmes gouvernementaux d'appui destinés à l'encadrement des jeunes en milieu urbain et/ou rural et exerce la tutelle sur les organismes relevant de son domaine de compétence notamment : le Service Civique National de Participation au Développement (SCNPD) et le Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC).

Au plan stratégique, le MINJEC partage les mêmes cibles d'action avec plusieurs autres départements ministériels. Dans le domaine de la formation professionnelle, il offre aux apprenants à travers les Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes (CMPJ), un encadrement et un accompagnement extrascolaires, en vue de leur épanouissement. Ici, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP) est incontestablement considéré comme le chef de file, tandis que le MINJEC y apparaît comme intervenant avec d'autres départements ministériels qui œuvrent dans ce domaine. S'agissant de la culture de la paix et de la culture démocratique, le MINJEC y intervient à divers niveaux, en fonction de sa cible.

Pour terminer, sur le plan technique, il convient de relever le caractère transversal des actions du MINJEC qui se déploie aussi bien dans le secteur social, que dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle, indépendamment de la nouvelle nomenclature du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) concernant la répartition des ministères par secteurs d'activités.

Ces domaines d'intervention couvrent entre autres les fonctions principales suivantes :

- Formation professionnelle ;
- Enseignement hors niveau ;
- Affaires communes de la jeunesse ;
- Vie associative des jeunes ;
- Lutte contre les maladies, épidémies, urgences et catastrophes ;
- Protection sociale, assainissement et protection de l'environnement.

### **1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES**

Les trois programmes du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique ont été mis en œuvre en 2020 dans un environnement marqué par les principaux éléments de contexte suivants : la poursuite de la mise en œuvre de l'organigramme, l'intensification et la pérennisation de la campagne nationale d'éducation civique et d'intégration nationale à travers l'opérationnalisation du Projet d'Education Populaire Civique et d'Intégration Nationale (PEPCIN), l'appui aux structures d'accompagnement pour le suivi-évaluation des activités sur

l'étendue du territoire national, la poursuite de l'opérationnalisation de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, la poursuite de l'insertion sociale et économique des jeunes urbains et ruraux, le développement du volontariat, la poursuite de l'opérationnalisation du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC), de plus l'on note l'intensification des actions en faveur de la lutte contre les fléaux auprès des jeunes à travers le projet prévention primaire du VIH chez les adolescents et les jeunes, la poursuite de la mise en œuvre du Plan Triennal Spécial-Jeunes (PTS-Jeunes et la construction des structures d'encadrement de jeunes, la préparation et la participation à travers les caravanes « *CHAN Patriotique et Civique* » au Championnat d'Afrique des Nations 2020, la lutte contre l'insécurité dans certaines régions du pays ainsi que l'organisation des campagnes de sensibilisation de lutte contre la pandémie de corona virus.

· **La mise en œuvre progressive de l'organigramme**

La mise en œuvre progressive de l'organigramme du MINJEC a permis de doter à l'ensemble des unités administratives du territoire national, des structures techniques opérationnelles déconcentrées et rattachées soit : 10 délégations régionales, 58 délégations départementales, 360 délégations d'arrondissement, 02 CMPJ de référence, 10 CMPJ régionaux, 58 CMPJ départementaux, 364 CMPJ d'arrondissement et de villages, assorties des personnels qualifiés. De même, l'effectivité de l'ouverture et du fonctionnement de 434 Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes vise l'amélioration de la qualité de l'encadrement extra-scolaire de proximité de la Jeunesse.

#### 1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2020

€ € € Poursuite de l'application du nouveau Régime Financier de l'Etat adopté en 2019 ;

- La crise sanitaire mondiale liée à la pandémie du corona virus ;
- Les problèmes d'insécurité manifestes liés aux actes terroristes des sécessionnistes dans les régions du NORD – OUEST et du SUD – OUEST ;
- L'insécurité persistante aux frontières, dans les Régions de l'Adamaoua, de l'Est et de l'Extrême-nord du Cameroun liée aux activités de la secte terroriste BOKO HARAM ;
- La poursuite de la réduction du train de vie de l'État ;
- La rareté des ressources financières ;
- La préparation du CHAN 2020 ;
- La persistance de l'incivisme des populations ;
- La persistance du chômage et du sous-emploi des jeunes ;
- Le discours du Chef de l'Etat du 10 février 2019 rappelant la mise en œuvre du Plan Triennal Spécial-Jeunes (PTS-Jeunes).
- La recrudescence de la violence, de la consommation des drogues et stupéfiants en milieux scolaire, universitaire et extrascolaire.
- La recrudescence des replis identitaires au Cameroun ;
- L'augmentation des flux migratoires irrégulières dont les conséquences sont extrêmement néfastes chez les jeunes ;

- Les retours massifs des jeunes migrants camerounais récupérés dans des zones de transit, et en situation de détresse dans certains pays d'accueil ;
- Les recommandations du Sommet de l'Union Africaine et Union Européenne relatives à la croissance inclusive des couches vulnérables en particulier des jeunes.

## 2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

# 2020

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.1. PROGRAMME 346

EDUCATION CIVIQUE ET INTEGRATION NATIONALE

Responsable du programme

ABEE ARSENE

### 2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Pour son opérationnalisation, le programme 346 concourt à la promotion de l'Education Civique, de l'Intégration Nationale, du Volontariat, du développement d'une offre d'éducation et de formation en éducation populaire et civique sur l'ensemble du territoire national. En conformité avec les missions régaliennes du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, il est question pour ce programme de :

- Mettre en œuvre des activités en vue de faire face aux problèmes de dégradation des valeurs morales et civiques sur l'ensemble de la population en général, et chez les jeunes en particulier ;
- Faire un état des lieux et d'adresser les problèmes qui mettent à mal l'Intégration Nationale tels que le repli identitaire et l'individualisme ;
- Promouvoir la participation des populations aux travaux d'intérêts communautaires et susciter leur engagement aux activités de volontariat ;
- Améliorer la qualité et l'efficacité de la pratique éducative des formateurs et encadreurs d'éducation populaire et civique.

OBJECTIF	Promouvoir la culture de la citoyenneté auprès des populations	
Indicateur	Intitulé:	Niveau de mise en œuvre du référentiel camerounais d'éducation civique et d'intégration nationale
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	87.0
	Année de référence:	2018
	Valeur Cible Année cible:	90.0 2022
Indicateur	Intitulé:	Nombre de personnes formées aux valeurs citoyennes par les structures d'encadrement du MINJEC
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	2753683.0
	Année de référence:	2018
	Valeur Cible Année cible:	4500000.0 2020
Indicateur	Intitulé:	Niveau de mise en œuvre du référentiel camerounais d'éducation civique et d'intégration nationale
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	84.0
	Année de référence:	2019
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2022
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: PROMOTION DE L'ÉDUCATION CIVIQUE Action 02: PROMOTION DE L'INTÉGRATION NATIONALE Action 03: PROMOTION DU VOLONTARIAT Action 05: DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE D'ÉDUCATION ET DE FORMATION EN ÉDUCATION POPULAIRE ET CIVIQUE	
DOTATIONS INITIALES	AE 6 815 750 000	CP 6 815 750 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ABEE ARSENE,	

## 2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 346 du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique a été exécuté dans un contexte marqué par la croisade contre la montée inquiétante de la pandémie du corona virus et de l'incivisme dans toutes les sphères sociales. Cette exécution s'est poursuivie par l'amélioration progressive du cadre réglementaire dans le domaine du volontariat et des travaux d'intérêt communautaires, la nécessité du renforcement et de la modernisation des structures d'encadrement de proximité des populations en éducation civique ainsi que le raffermissement des capacités des formateurs et encadreurs d'éducation populaire et civique et surtout les atteintes à l'inclusion sociale.

En effet, l'environnement social camerounais est aujourd'hui caractérisé par un regain d'actes violents et un effondrement remarquable des valeurs civiques, morales et éthiques. Ainsi, les valeurs telles que l'amour de la patrie, le respect des institutions et des emblèmes de la République, le respect de la chose publique, le respect des aimés, la paix, la solidarité, l'honnêteté, l'intégrité, le bénévolat entre autres, sont en perte de vitesse. En plus, on observe encore une forte tendance au repli identitaire, une amplification des déviances, surtout en milieu jeune, à travers des actes tels que le banditisme, l'abus de drogues et des substances illicites, les agressions, les vols, les viols, le radicalisme, l'extrémisme violent et le sécessionnisme, etc. La mise en œuvre du programme 346 a été également influencée non seulement par les attaques de la secte terroriste BOKO HARAM et des exactions des groupes sécessionnistes au NORD – OUEST et au SUD – OUEST, mais aussi, par la menace fulgurante du covid-19.

## 2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020

Conformément aux missions du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, le programme 346 a pour objectif de Promouvoir la culture de la citoyenneté auprès des populations. Il était question de mettre en œuvre un certain nombre d'activités pour faire face aux problèmes de dégradation des valeurs morales et civiques de la population en général, et chez les jeunes en particulier ; d'adresser les problèmes qui mettent à mal l'Intégration Nationale tels que le repli identitaire et l'individualisme, favoriser une plus grande implication des populations aux travaux d'intérêt communautaires et de volontariat et surtout assure un encadrement de proximité des populations à travers des structures de terrain. Ceci devait s'opérer à travers une démarche pédagogique, traduite par l'appropriation par toutes les parties prenantes des documents didactiques susmentionnés, l'organisation des campagnes de sensibilisation sur l'Education Civique et l'Intégration Nationale, le développement des stratégies en vue d'intéresser les populations jeunes aux activités d'intérêt communautaires et de volontariat, le renforcement des capacités des populations et des jeunes en particulier en vue de les doter de compétences nécessaires à leur pleine participation au développement de la Nation.

A ce titre, de nombreuses actions et activités ont été menées au cours de l'année 2020 notamment :

- La poursuite de la mise en œuvre du PEPCIN ;
- L'organisation et célébration des journées nationales et internationales ;
- La préparation, la coordination et l'organisation de la Fête de la Jeunesse ;
- L'organisation et le suivi de la Fête Nationale sous le contexte spécial de la menace du covid-19 ;
- La coordination et le suivi des activités dans les régions, départements et arrondissements ;
- La coordination et pilotage des activités en éducation civique et intégration nationale sur l'étendue du territoire national ;
- Le soutien à l'opérationnalisation de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement (ASCNPD) ;
- L'organisation des Activités de brassage des jeunes ;
- La conception et la distribution des supports de sensibilisation ;
- La mise en place d'un dispositif fonctionnel et inclusif de gestion du volontariat national ;
- L'opérationnalisation des réseaux de volontaires et le déploiement des volontaires de mission ;
- La conception, l'élaboration, la production et la mise en œuvre des programmes éducatifs.

#### Analyse de la performance globale du Programme 346

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<b>3.393.683</b> Personnes formées aux valeurs citoyennes par les structures d'encadrement du MINJEC. <b>96,66%</b> de mise en œuvre du référentiel Camerounais d'éducation civique et D'intégration nationale	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	96,66	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 6 443 842 686	CP 6 443 842 686
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 286 827 712	Ecart CP 321 612 712
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 6 157 014 974	CP 6 122 229 974
TAUX DE CONSOMMATION	95,56 %	94,85 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La majeure partie des ressources est affectée à l'organisation des fêtes officielles dont les résultats sur le plan statistique ne permettent pas d'alimenter véritablement l'indicateur du programme.</li> <li>- De plus, bien que l'affichage soit de plus de sept milliards, il faut relever de façon pratique que plus de trois milliards couvrent la prise en charge des salaires des personnels et seuls trois milliards sont réellement affectés aux activités.</li> </ul> <p>Aussi, la formulation de certains indicateurs ne permet pas de rendre compte de toutes les activités menées ;</p>	

PERSPECTIVES 2021	<ul style="list-style-type: none"><li>- La reformulation des indicateurs de performance à la fois du programme et des actions sur le plan de la cohérence interne ;</li><li>- La rationalisation des activités ;</li><li>- La mise en œuvre des plans d'actions issus des documents de référence ;</li><li>- La planification stratégique des programmes arrimée à la SND30 ;</li><li>- Le renforcement de la cognotte budgétaire des fêtes officielles avec leurs déclinaisons en activités pouvant être comptabilisées en performance.</li><li>- L'implication effective de toutes les parties prenantes.</li></ul>
----------------------	---

## 2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020

Dans le cadre de l'Education Civique et l'Intégration Nationale, la mise en œuvre des actions y relative a permis d'atteindre les résultats techniques dont la performance est présentée dans les tableaux ci-après :

### Action 01 PROMOTION DE L'ÉDUCATION CIVIQUE

Les ressources de l'action ont servi à la pérennisation de la campagne à travers l'opérationnalisation du Projet d'Education Populaire, Civique et d'Intégration Nationale, la formation des appelés par l'ASCNPD, le fonctionnement optimum des services déconcentrés. Cependant, le résultat obtenu est dû à la pandémie à corona virus qui a induit l'annulation de plusieurs tâches portantes sur de fortes mobilisations de personnes

OBJECTIF	Promouvoir les valeurs civiques, morales et éthiques auprès des populations en vue de leur pleine participation au processus de développement							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnes formées sur les valeurs civiques, morales et éthiques				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  90	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		1305040.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		3613769.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3,253,769 (cumulative value of the 2019 achievement: 2,613,769 and the actual achievement of 2020: 640.000					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	6 242 250 000	6 242 250 000	5 985 042 686	5 985 042 686	5 758 489 975	5 713 704 975	96,21 %	95,47 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>L'action a été mise en œuvre dans un contexte marqué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La persistance de l'incivisme et l'immoralité des populations ;</li> <li>La pandémie à corona virus qui a inhibé la mise en œuvre des activités préalablement prévues dans le PTA 2020 et ouvert d'autres activités de sensibilisation sur l'opportunité présentée par la COVID-19 ;</li> <li>L'insécurité aux frontières (Extrême-nord et Est du Cameroun).</li> <li>La recrudescence des conduites addictives en milieu scolaire, universitaire et extrascolaire ;</li> </ul> <p>Les exactions des sécessionnistes dans les régions du NORD – OUEST et du SUD – OUEST ;</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Préparation, coordination et suivi des deux fêtes officielles ;</li> <li>Le fonctionnement optimum des dispositifs d'encadrement du MINJEC ;</li> <li>605.478 personnes sensibilisées sur les valeurs civiques et morales à travers la campagne nationale d'éducation civique et d'intégration nationale ;</li> <li>986 Appelés formés par l'ASCNPD ;</li> <li>3000 Appelés présents lors des rencontres citoyennes ;</li> <li>599 Volontaires pionniers formés ;</li> <li>130 volontaires formés dans 02 centres de CNDDR</li> </ul> <p>29 807 personnes réarmées moralement</p>							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources de l'action ont servi à la pérennisation de la campagne à travers l'opérationnalisation du Projet d'Education Populaire, Civique et d'Intégration Nationale, la formation des appelés par l'ASCNPD, le fonctionnement optimum des services déconcentrés. Cependant, le résultat obtenu est dû à la pandémie à corona virus qui a induit l'annulation de plusieurs tâches portantes sur de fortes mobilisations de personnes
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de l'action en 2022 par la multiplication des activités de sensibilisation de proximité à travers la formation des relais éducatifs( médiateurs communautaires), la dynamisation et l'animation des clubs d'éducation civique en milieu scolaire et universitaire, les campagnes de sensibilisation de masse des populations sur l'extrémisme violent , la lutte contre l'usage des drogues et substances psychotropes en milieu jeunes et particulièrement en milieu scolaire et universitaire et surtout l'opérationnalisation des Equipes Mobiles d'Animation Urbaine et Rurale.</li> <li>- Arrimage des activités majeures a la SND30 en vue de l'atteinte des résultats cibles projetés dans le cadre d'orientation stratégique</li> <li>- Poursuite des actions de sensibilisation et de réarmement moral des populations ;</li> <li>- Opérationnalisation des structures de mise en œuvre des recommandations et résolutions du colloque international sur l'éducation civique de 2013 ;</li> </ul>

## Action 02 PROMOTION DE L'INTÉGRATION NATIONALE

Les ressources de l'action, ont servi à l'organisation de la fête de la jeunesse de la jeunesse dans sa dénomination de « onzaine de la jeunesse ». Toutefois, au regard des restrictions dues à la menace de la pandémie à corona virus qui a inhibé la mise en œuvre des activités préalablement prévues, une campagne spéciale de sensibilisation des populations sur la prévention de la COVID-19 a été menée pour le compte de la fête nationale.

Aussi, dans le cadre de ces célébrations, les populations ont été sensibilisées sur les questions de paix, de cohésion sociale et de vivre ensemble à travers les activités telles que les carrefours locaux du vivre ensemble, la marche du vivre ensemble, les olympiades.

OBJECTIF	Promouvoir et renforcer les valeurs du vivre ensemble harmonieux auprès des populations							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnes sensibilisées sur les valeurs de vivre ensemble harmonieux				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  91,87	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		7000.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		52700.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		48,415 (cumulative value of the 2019 achievement: 26,050 and the actual achievement of 2020: 22,365					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	450 000 000	450 000 000	360 000 000	360 000 000	360 000 000	360 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>L'action a été mise en œuvre dans un contexte marqué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La crise sociopolitique dans les régions du nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord et la crise sanitaire causée par la pandémie de la COVID-19 qui a inhibé la mise en œuvre des activités préalablement prévues.</li> <li>- La persistance des replis identitaires au Cameroun ;</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparation, coordination et suivi des fêtes officielles (fête de la jeunesse et fête nationale)</li> <li>- Sensibilisation de 8.022.809 personnes à travers une campagne spéciale contre la propagation du Covid -19 (pour le compte de la fête nationale).</li> <li>- 01 campagne de sensibilisation sur le Vivre Ensemble organisée à travers les médias ;</li> <li>- 22.305 personnes sensibilisées sur la paix et le Vivre Ensemble à travers la Journée Internationale de la Paix et le Village Jeunesse ;</li> <li>- 30 jeunes responsables d'OSC formés à la mise en œuvre des mécanismes de consolidation de la paix, de la cohésion sociale et du Vivre Ensemble ;</li> <li>- 30 Maires de communes formés à la mise en œuvre des mécanismes de consolidation de la paix, de la cohésion sociale et du Vivre Ensemble.</li> </ul> <p>500.000 camerounais de la diaspora, sensibilisée aux valeurs civiques, morales et patriotiques ;</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les ressources de l'action, ont servi à l'organisation de la fête de la jeunesse de la jeunesse dans sa dénomination de « onzaine de la jeunesse ». Toutefois, au regard des restrictions dues à la menace de la pandémie à corona virus qui a inhibé la mise en œuvre des activités préalablement prévues, une campagne spéciale de sensibilisation des populations sur la prévention de la COVID-19 a été menée pour le compte de la fête nationale.</p> <p>Aussi, dans le cadre de ces célébrations, les populations ont été sensibilisées sur les questions de paix, de cohésion sociale et de vivre ensemble à travers les activités telles que les carrefours locaux du vivre ensemble, la marche du vivre ensemble, les olympiades.</p>							

Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"><li>- Poursuite de la Campagne nationale d'éducation civique et d'intégration nationale</li><li>- Renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre des politiques d'intégration nationale</li><li>- Multiplication des activités de brassage des populations à l'exemple des journées du patrimoine camerounais, les camps d'intégration nationale pour jeunes, la diffusion des exemples... ;</li><li>- Elaboration des cadres de concertation pour le dialogue intergénérationnel</li></ul> <p>Formation de 50.000 personnes sur la consolidation du Vivre Ensemble harmonieux à travers ces différentes activités en 2021, avec la participation des organisations de la Société Civile, les autres ministères partenaires et le Système des nations Unies au Cameroun.</p>
-------------------	---

## Action 03 PROMOTION DU VOLONTARIAT

La crise sanitaire due au COVID-19 n'a pas permis la réalisation des VVJ de même que l'insuffisance des fonds alloués pour le déploiement des Volontaires de Missions. Ce qui a réduit la réalisation optimale de l'action.

OBJECTIF	Suscitez l'engagement des populations dans les activités de volontariat							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnes impliquées dans les activités de volontariat				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  96	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		198700.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		224050.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		215.006 mission volunteers deployed (cumulative value of the 2019 achievement: 214.714 and the actual achievement of 2020: 292					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	115 500 000	115 500 000	92 400 000	92 400 000	92 400 000	92 400 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Développement d'une culture du volontariat en tant que levier important de renforcement de la cohésion sociale et de l'intégration nationale et par ailleurs d'incitation de toutes les franges de la population à un engagement et à une participation sans contrepartie à la réalisation des objectifs de développement de la nation							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 729 Volontaires pionniers formés ;</li> <li>- 292 volontaires de mission recrutés et déployés dans les domaines de l'éducation, la santé et l'agropastoral ;</li> <li>- Coordination et suivi des activités du Programme National de Volontariat (PNV) ;</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La crise sanitaire due au COVID-19 n'a pas permis la réalisation des VVJ de même que l'insuffisance des fonds alloués pour le déploiement des Volontaires de Missions. Ce qui a réduit la réalisation optimale de l'action.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La création et opérationnalisation des clubs de volontariat qui permettraient d'engager davantage de personnes dans les activités de volontariat.</li> <li>- Le recrutement de 500 volontaires de mission et ou de chantiers de volontariat dans les domaines de l'éducation, la santé et l'entrepreneuriat agropastoral ;</li> <li>- La formation de 1.600 volontaires pionniers ;</li> <li>- Le recrutement de 300 volontaires vacances jeunes ;</li> <li>- L'appui et la valorisation des initiatives des volontaires nationaux et internationaux.</li> <li>- L'organisation d'un atelier de relecture et de validations de l'avant-projet de de texte juridique</li> <li>- L'organisation de la Cameroon National Volunteering Award</li> <li>- La signature de 04 Memorandum of Understanding (MOU)</li> <li>- L'accompagnement de 292 volontaires dans le processus d'insertion socioprofessionnelle après la mission de volontariat</li> </ul> <p>La réalisation de la National Community Service Day (NCSD)</p>							

## Action 05 DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE D'ÉDUCATION ET DE FORMATION EN ÉDUCATION POPULAIRE ET CIVIQUE

Les ressources pour cet indicateur, ont permis d'obtenir l'élaboration d'un guide pour les campagnes de terrain des Equipes mobiles d'animation Urbaine et Rurale dans un contexte marqué par la menace de la pandémie a corona virus. Aussi, avec l'accompagnement des partenaires au développement, le Guide d'animation des activités de Prevention de l'Extrémisme Violent (PEV) chez les jeunes et les adolescents a été élaboré et produit.

OBJECTIF	Améliorer le comportement citoyen moral et éthique des camerounais							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnes formées sur les valeurs civiques, morales et éthiques				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		2.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		2					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	8 000 000	8 000 000	6 400 000	6 400 000	6 400 000	6 400 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Déficit des documents didactiques devant accompagner l'intervention des EMAPUR sur le terrain.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Elaboration et production d'01 Guide d'animation des activités de PEV chez les jeunes et les adolescents ;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources pour cet indicateur, ont permis d'obtenir l'élaboration d'un guide pour les campagnes de terrain des Equipes mobiles d'animation Urbaine et Rurale dans un contexte marqué par la menace de la pandémie a corona virus. Aussi, avec l'accompagnement des partenaires au développement, le Guide d'animation des activités de Prevention de l'Extrémisme Violent (PEV) chez les jeunes et les adolescents a été élaboré et produit.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>- - Production et duplication du guide D'animation des activités de Prevention de l'Extrémisme Violent (PEV) chez les jeunes et les adolescents</li> <li>- Production et diffusion des supports de sensibilisation en éducation populaire et civique ;</li> <li>- Élaboration des programmes éducatifs ;</li> <li>- Révision des valeurs cibles de l'action au regard de la dotation</li> <li>- Formation des formateurs et certification des formations.</li> <li>- Conception du guide de prévention et de réduction de la violence en milieu scolaire ;</li> <li>- Formation de 200 formateurs</li> </ul>							

# 2020

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.2. PROGRAMME 347

INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES

Responsable du programme

RAYNA Mathias Houmoussi

### 2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme opérationnel concourt à la promotion de l'insertion sociale et économique des jeunes à travers le développement de l'entrepreneuriat des jeunes, l'accompagnement des jeunes à l'insertion socioprofessionnelle, la promotion de l'insertion sociale des jeunes en difficulté, la promotion de la vie associative, la promotion de la participation des jeunes et le développement des structures d'encadrement des jeunes. Certaines actions dudit programme ont reçu un coup d'accélération avec la mise en œuvre du Plan Triennal Spécial Jeunes, prescrit par le Chef de l'Etat lors de son adresse à la jeunesse le 10 février 2016.

OBJECTIF	Contribuer à l'insertion sociale et économique des jeunes	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de jeunes formés dans les structures d'encadrement du MINJEC en vue de leur insertion sociale et économique
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	165482.0
	Année de référence:	2018
	Valeur Cible Année cible:	216432.0 2020
Indicateur	Intitulé:	Nombre de jeunes issus des structures d'encadrement du MINJEC et insérés dans le tissu économique
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	42585.0
	Année de référence:	2018
	Valeur Cible Année cible:	46999.0 2020
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES Action 02: ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES FORMÉS DANS LES STRUCTURES DU MINJEC À L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE Action 03: PROMOTION DE L'INSERTION SOCIALE DES JEUNES EN DIFFICULTÉ Action 04: PROMOTION DE LA VIE ASSOCIATIVE Action 05: PROMOTION DE LA PARTICIPATION DES JEUNES Action 06: DÉVELOPPEMENT DES STRUCTURES D'ENCADREMENT DES JEUNES	
DOTATIONS INITIALES	AE 12 624 827 000	CP 12 624 827 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	RAYNA Mathias Houmoussi,	

### 2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du Programme 347 au cours de l'année 2020 a été marquée par un certain nombre d'éléments contextuels dont les plus dominants sont liés aux ressources et moyens d'implémentation du Programme, aux facteurs socioéconomiques et politiques influant sur le Programme, et au dispositif de mise en œuvre déployé par le MINJEC.

En effet, l'insuffisance des ressources n'a pas permis un meilleur accomplissement des résultats escomptés. Le programme s'est ainsi réalisé dans un contexte caractérisé par une offre volumineuse, comparée aux capacités très réduites du département ministériel en général

et du Programme en particulier.

Bien que les ressources du Plan triennal Spécial Jeunes ait été inscrite dans le budget global du MINJEC, les procédures de mises à disposition desdites ressources demeurent lourdes. Ce qui a abouti à la mise en attente de plusieurs milliers de jeunes porteurs de projets de dont les plans d'affaires ont été validés en comité de crédit.

### 2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020

L'objectif du programme 347 pour le triennat 2018-2020 était de contribuer à l'insertion sociale et économique des jeunes en faisant passer de 139 751 à 191 213, le nombre de jeunes formés dans les structures d'encadrement du MINJEC en vue de leur insertion sociale et économique, et de 40 172 à 46 999, le nombre de jeunes insérés dans le tissu économique.

Pour ce faire, six actions ont été mises en œuvre, notamment le développement de l'entrepreneuriat des jeunes, l'accompagnement des jeunes formés dans les structures du MINJEC, l'insertion socioprofessionnelle, la promotion de l'insertion des jeunes en difficultés, la promotion de la vie associative, la promotion de la participation des jeunes, le développement des structures d'encadrement des jeunes.

Lesdites actions ont abouti en 2020 à :

- la création de 3 617 entreprises par les jeunes promoteurs ;
- l'encadrement et l'accompagnement de 44 804 jeunes ;
- le renforcement des capacités et l'autonomisation de 1 228 jeunes en difficulté;
- le développement et l'encadrement de **13 920** organisations de jeunesse ;
- le renforcement des capacités de **54 576** jeunes en vue de leur participation au développement national;
- la construction de 11 CMPJ, la réhabilitation de 7 CMPJ et l'équipement de 34 CMPJ.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	170 752 jeunes formés dans les structures du MINJEC en vue de leur insertion sociale et économique 46 202 jeunes issus des structures d'encadrement du MINJEC insérés dans le tissu économique	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	98.30	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 10 956 616 472	CP 10 956 616 472
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 698 707 192	Ecart CP 2 487 791 173
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 9 257 909 280	CP 8 468 825 299
TAUX DE CONSOMMATION	84,5 %	77,29 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	La performance du programme dépend en grande partie du Plan Triennal Spécial Jeunes (PTS-Jeunes) dont les ressources en 2020 n'ont pas permis d'obtenir la cible de l'indicateur. Néanmoins, l'installation des bénéficiaires dans les Villages pionniers et les Clusters économiques a permis d'enrôler un nombre plus élevé de jeunes porteurs de projets. Ce qui justifie le taux de réalisation élevé de l'indicateur (nbre de jeunes insérés dans le tissu économique).	

PERSPECTIVES 2021	<ul style="list-style-type: none"><li>- Poursuite de la mise en œuvre du PTS-Jeunes ;</li><li>- Poursuite de la mise en œuvre de l'initiative YouthConnket Cameroun ;</li><li>- Développement des structures d'encadrement des jeunes ;</li><li>- Amélioration du dispositif d'incubation des entreprises des jeunes.</li></ul>
----------------------	---

## 2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020

La mise en œuvre des six actions du Programme 347 a permis d'atteindre les réalisations techniques et financières présentées dans les tableaux ci-après.

### Action 01 DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES

La performance de l'Action 1 est fortement tributaire des financements des projets des jeunes bénéficiaires du PTS-Jeunes et de la mise en œuvre de d'autres initiatives à fort potentiel de mobilisation des ressources pour le financement des projets, notamment la logique des chaînes de valeur qui a prévalu lors de l'installation des jeunes dans les Villages pionniers et les clusters économiques.

A côté du PTS-Jeunes, d'autres initiatives (PPEJ, PARIJEDI...) contribuent de plus en plus à l'atteinte de la performance. Ce qui justifie le taux élevé de réalisation technique de l'Action.

OBJECTIF	Accroître le nombre d'entreprises créées par les jeunes encadrés par les structures et programmes du MINJEC							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'entreprises créées par les jeunes encadrés dans les structures et programmes du MINJEC				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  97,11	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		27603.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		35000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		33,990 businesses created (3167 of them in 2020)					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	5 212 000 000	5 212 000 000	5 106 727 500	5 106 727 500	5 102 929 107	4 469 105 123	99,93 %	87,51 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- accroissement de la demande de financement (inscription à la plateforme numérique de l'ONJ) ;</li> <li>- déblocage partiel des fonds PTS Jeunes ;</li> <li>- poursuite de la mise en place de l'initiative Youth Connekt Cameroon.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités techniques, entrepreneuriales et managériales des jeunes</li> <li>- Accompagnement financier des jeunes dans le cadre du PTS-Jeunes</li> <li>- Amélioration de l'information et de la communication sur les opportunités d'insertion socio-économique des jeunes</li> <li>- Accompagnement à l'installation des jeunes bénéficiaires de financement</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>La performance de l'Action 1 est fortement tributaire des financements des projets des jeunes bénéficiaires du PTS-Jeunes et de la mise en œuvre de d'autres initiatives à fort potentiel de mobilisation des ressources pour le financement des projets, notamment la logique des chaînes de valeur qui a prévalu lors de l'installation des jeunes dans les Villages pionniers et les clusters économiques.</p> <p>A côté du PTS-Jeunes, d'autres initiatives (PPEJ, PARIJEDI...) contribuent de plus en plus à l'atteinte de la performance. Ce qui justifie le taux élevé de réalisation technique de l'Action.</p>							

Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"><li>- Poursuite de la mise en œuvre du PTS-jeunes et des autres programmes et projets d'insertion socio-économique des jeunes ;</li><li>- Implémentation du Programme Youth Connekt Cameroon ;</li><li>- Amélioration de la viabilité des entreprises des jeunes à travers la mise en place d'incubateurs d'entreprises dans les CMPJ ;</li><li>- Recouvrement des crédits alloués aux premières cuvées du PTS-Jeunes.</li></ul>
-------------------	--

## Action 02 ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES FORMÉS DANS LES STRUCTURES DU MINJEC À L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE

Le taux moyen de réalisation technique de l'action 2 s'explique, entre autres, par :

- la faible fréquentation des CMPJ des régions en crise ;
- la relative attractivité des CMPJ en raison du sous-équipement de leurs plateaux techniques et le faible taux d'installation des adhérents formés ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au fonctionnement des structures d'encadrement des jeunes.

OBJECTIF	Favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes formés dans les (ou sortis des) structures d'encadrement du MINJEC							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de jeunes encadrés et accompagnés par les structures du MINJEC dans un processus d'insertion socioprofessionnelle				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  50,79	
	Unité de mesure							
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		55517.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		88203.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		44 804 young people supervised and mentored					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	249 000 000	249 000 000	249 500 000	249 500 000	248 280 000	248 280 000	99,51 %	99,51 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroissement de la demande ;</li> <li>- Fonctionnalité de la plateforme numérique de l'ONJ ;</li> <li>- Beaucoup de jeunes arrivent sur le marché de l'emploi sans qualifications ;</li> <li>- Opérationnalisation progressive des CMPJ.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation professionnelle des jeunes dans les CMPJ,</li> <li>- Installation des jeunes formés dans les CMPJ ;</li> <li>- Formation des cadres moyens de jeunesse et d'animation au CENAJES de Kribi</li> <li>- Recrutement des jeunes élèves et étudiants en stages de vacances et en stages académiques.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Le taux moyen de réalisation technique de l'action 2 s'explique, entre autres, par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la faible fréquentation des CMPJ des régions en crise ;</li> <li>- la relative attractivité des CMPJ en raison du sous-équipement de leurs plateaux techniques et le faible taux d'installation des adhérents formés ;</li> <li>- l'insuffisance des ressources financières allouées au fonctionnement des structures d'encadrement des jeunes.</li> </ul>							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités techniques et managériales des encadreurs pour un encadrement de proximité optimal de la jeunesse ;</li> <li>- Accroissement de l'immersion professionnelle des jeunes à travers leur placement en stage académique et professionnels ;</li> <li>- Installation des jeunes formés dans les CMPJ.</li> </ul>							

## Action 03 PROMOTION DE L'INSERTION SOCIALE DES JEUNES EN DIFFICULTÉ

La cible de l'action (5 100 JED accompagnés) n'a pas été révisée pour tenir compte des ressources disponibles.

OBJECTIF	Contribuer à l'amélioration de l'insertion sociale des jeunes en difficulté							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de jeunes en difficultés ayant acquis des compétences leur permettant de s'insérer dans la société				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  47,65	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		2400.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		5100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		2 430					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	17 500 000	17 500 000	14 000 000	14 000 000	10 479 999	10 479 999	74,86 %	74,86 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte marqué par l'indigence sociale et la précarité absolue que vivent des jeunes aussi bien en milieu rural et qu'urbain, ainsi que la nécessité d'encadrement de certaines catégories sociologiques spécifiques de jeunes ont motivé la mise en œuvre de l'action promotion de l'insertion sociale des jeunes en difficulté.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- - Encadrement et accompagnement des jeunes en difficultés (JED) des milieux ruraux et urbains à travers des aides / secours ponctuels et des appuis aux activités génératrices de revenus (AGR) ;</li> <li>- Encadrement et accompagnement à la réinsertion des jeunes du milieu carcéral à travers des aides / secours ponctuels, les frais de contrainte par corps et des appuis aux AGR</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La cible de l'action (5 100 JED accompagnés) n'a pas été révisée pour tenir compte des ressources disponibles.							
Perspectives 2021	<p><b>Nécessité de réajustement de la cible en prévoyant l'accompagnement de 4 000 JED en moyenne.</b></p> <p>Renforcement des crédits relatifs à la réalisation de l'activité.</p>							

## Action 04 PROMOTION DE LA VIE ASSOCIATIVE

Insuffisance des ressources financières au regard du nombre important des bureaux du CNJC à dynamiser sur l'ensemble du territoire, ainsi que les nombreuses associations qui y sont affiliées.

Aussi, la survenue de la pandémie de COVID-19 a impacté la mise en œuvre de certaines activités.

OBJECTIF	Développer et encadrer les organisations de jeunesse								
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'organisations de jeunesse développées et encadrées						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  80,15	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2018							
	Valeur de référence:	12220.0							
	Année cible:	2020							
	Valeur Cible	17368.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	13 920 youth organisations developed and supervised.							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	107 500 000	107 500 000	101 000 000	101 000 000	101 000 000	101 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'année 2020 a été marquée par poursuite de la mise en œuvre du plan d'action de la mandature en cours du CNJC, dans un contexte international caractérisé par la survenue de la pandémie de COVID-19								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités des membres du Bureau exécutif national et des bureaux régionaux.</li> <li>- Appui au fonctionnement et à l'équipement des bureaux du CNJC au niveaux national, régionaux, et départementaux</li> <li>- Mobilisation dans le cadre de la sensibilisation des populations en général et des jeunes en particulier contre la COVID-19</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Insuffisance des ressources financières au regard du nombre important des bureaux du CNJC à dynamiser sur l'ensemble du territoire, ainsi que les nombreuses associations qui y sont affiliées.</p> <p>Aussi, la survenue de la pandémie de COVID-19 a impacté la mise en œuvre de certaines activités.</p>								
Perspectives 2021	Dynamisation des différents bureaux du CNJC jusqu'au niveau communal, à travers des appuis conséquents pour leur fonctionnement et leur équipement, l'appui la mise en œuvre d'activités de mobilisation et de participation des jeunes par le CNJC ou autres associations de jeunes qui y sont affiliées								

## Action 05 PROMOTION DE LA PARTICIPATION DES JEUNES

Malgré des perturbations dues à la survenue de la pandémie de COVID-19, les activités ont pu se tenir en présentiel et parfois à distance, grâce à la mobilisation d'outils techniques nécessaires et au soutien constant des partenaires techniques et financiers du Gouvernement.

OBJECTIF	Accroître le nombre de jeunes disposant de compétences leur permettant de participer au développement national							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de jeunes dotés de compétences en vue de participer au développement national					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  99,57	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2018						
	Valeur de référence:	39596.0						
	Année cible:	2020						
	Valeur Cible	54810.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	54 576						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	237 500 000	237 500 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exposition des jeunes aux IST/VIH/SIDA ;</li> <li>- Développement des comportements à risque chez les adolescents et jeunes ;</li> <li>- Perturbations des programmes et services de prévention des IST/VIH/SIDA par la survenue de la pandémie de COVID-19</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration du Cadre Stratégique national 2021-2023 de la riposte au VIH/SIDA chez les adolescents et les jeunes au Cameroun ;</li> <li>- Organisation de campagnes de sensibilisation et de dépistage volontaire et gratuit sur les IST/ VIH / SIDA</li> <li>- formation des pairs éducateurs sur la prévention des IST/VIH/SIDA et l'Education Complète à la Sexualité (ECS). ;</li> <li>- Organisation des causeries éducatives dans les CMPJ ;</li> <li>- Sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA, les violences faites aux enfants à travers les TIC, notamment la plateforme U-Report qui suscite la participation des jeunes via des sondages et une ligne verte pour l'information</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Malgré des perturbations dues à la survenue de la pandémie de COVID-19, les activités ont pu se tenir en présentiel et parfois à distance, grâce à la mobilisation d'outils techniques nécessaires et au soutien constant des partenaires techniques et financiers du Gouvernement.							
Perspectives 2021	<p>Mise en œuvre du Cadre Stratégique national 2021-2023 de la riposte au VIH/SIDA chez les adolescents et les jeunes au Cameroun</p> <p>Renforcement des capacités des jeunes pour leur participation au de développement national.</p>							

## Action 06 DÉVELOPPEMENT DES STRUCTURES D'ENCADREMENT DES JEUNES

Depuis 2015, la construction et l'équipement des CMPJ ont été transférés aux Communes. Comme tel, les ressources allouées à l'exercice de ces compétences sont gérées par ces CTD. En 2020, lesdites ressources se sont avérées insuffisantes pour atteindre le taux de couverture en structures d'encadrement opérationnelles, estimé à 33,5%.

OBJECTIF	Porter de 16 % à 26,36 %, le taux de couverture du territoire national en structures d'encadrement opérationnelles disponibles.							
Indicateur	Intitulé:		Taux de couverture du territoire national en structures d'encadrement opérationnelles				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  94,87	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		23.36					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		33.5					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		31,78					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	6 801 327 000	6 801 327 000	5 455 388 972	5 455 388 972	3 765 220 174	3 609 960 177	69,02 %	66,17 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par une augmentation du besoin d'encadrement extrascolaire des jeunes, contrastant avec le faible taux de couverture en structures d'encadrement opérationnelles.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Construction de 22 CMPJ Réhabilitation de 9 CMPJ Equipement de 39 CMPJ.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Depuis 2015, la construction et l'équipement des CMPJ ont été transférés aux Communes. Comme tel, les ressources allouées à l'exercice de ces compétences sont gérées par ces CTD. En 2020, lesdites ressources se sont avérées insuffisantes pour atteindre le taux de couverture en structures d'encadrement opérationnelles, estimé à 33,5%.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration des plateaux techniques des CMPJ ;</li> <li>- Intensification de la mise en place et la tenue des conseils de direction ;</li> <li>- Construction des 22 CMPJ d'arrondissement initialement programmés dans le cadre du PTS-jeunes en 2019 ;</li> </ul>							

# 2020

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.3. PROGRAMME 348

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE LA  
JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE

Responsable du programme

BENGA ZACHEE ROBERT THEOPHILE

### 2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 348 : Gouvernance et Appui Institutionnel, qui est le programme support vise la mise en œuvre des programmes opérationnels à travers un appui indispensable à leur opérationnalisation et à l'efficacité d'ensemble.

Ce programme traite essentiellement des aspects transversaux des programmes opérationnels, notamment la gestion et le développement des ressources humaines, la gestion et le développement des infrastructures, des équipements de services, le renforcement de la gouvernance, etc.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère de la jeunesse et de l'éducation civique
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	98.0
	Année de référence:	2018
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2020
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITÉS DES SERVICES Action 02: ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION Action 03: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE Action 04: DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE Action 05: AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL Action 06: DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 07: DÉVELOPPEMENT DES TIC Action 08: CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE Action 09: CONSEIL JURIDIQUE Action 10: COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE Action 11: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 309 069 000	CP 3 309 069 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	BENGA ZACHEE ROBERT THEOPHILE,	

### 2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 348 du MINJEC a été exécuté dans l'optique de poursuivre la modernisation des dispositifs de gouvernance des Services publics fondée sur l'amélioration des conditions de travail dans certaines structures, dans un contexte général caractérisé par :

- La pandémie de la COVID-19 ;
- La poursuite de l'opérationnalisation des projets et programmes du MINJEC (PNV, FONIJ, ONJ, PEPCIN et PTS-Jeunes) ;
- la mise en œuvre du nouveau Régime Financier de l'Etat;

- La mise en œuvre de loi portant sur la bonne gouvernance ;
- L'insécurité dans certaines régions du pays (Extrême-Nord, Nord-Ouest, Sud-Ouest, Adamaoua, Est) ;
- La réduction du train de vie de l'État ;
- La rareté de la ressource financière ;
- La préparation du CHAN 2020 et de la CAN 2021 ;
- L'insuffisance d'infrastructures adéquates de services;
- L'insuffisance d'équipements conséquents ;
- l'insuffisance de la dotation budgétaire au regard du cadre organique ;
- la poursuite de la mise en œuvre du régime de la déconcentration de la gestion des ressources humaines ;
- l'évolution permanente des applications de gestion budgétaire et du personnel de l'Etat (SIGIPES, PROBMIS, ANTILOPE) ;
- l'introduction permanente de nouveaux outils de pilotage du Budget Programme;

### 2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020

L'objectif du programme 348 pour ce deuxième triennat était d'Améliorer la coordination des services et d'assurer la bonne mise en œuvre des programmes. Ceci devait s'observer par l'atteinte d'un Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère égal à 100%. Au cours de l'exercice 2020 la valeur atteinte est de 91,11%. Cette contre-performance qui s'observe plus au niveau des ressources transférées et particulièrement les travaux de construction, est due en grande partie par la non maîtrise des procédures de passation des marchés par les Maires, et également le non paiement des décomptes qui crée le phénomène de multiplication de chantiers mal exécutés et abandonnés.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	91,11% des activités budgétisées sont réalisées	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	91,11	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 5 149 186 842	CP 5 149 186 842
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 339 982 296	Ecart CP 457 871 080
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 4 809 204 546	CP 4 691 315 762
TAUX DE CONSOMMATION	93,4 %	91,11 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	D'une part nous avons la faible dotation de l'enveloppe budgétaire qui implique le saupoudrage dans la répartition des ressources et ne permet pas d'améliorer substantiellement le cadre et les conditions de travail du personnel, surtout au niveau déconcentré, d'autre part on relève le problème de quotas trimestriels non proportionnel à la dotation de base.	

PERSPECTIVES 2021	<p>Poursuite du transfert de la dotation aux CTD pour les constructions, les réhabilitations, l'aménagement et l'équipement des services déconcentrés du MINJEC ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Poursuite des activités d'équipement des services centraux du MINJEC</li><li>- Poursuite de l'opérationnalisation du nouvel organigramme ;</li><li>- Poursuite de la formation continue du personnel (PPBS, SIGIPES, PROBMIS, ANTILOPE, MARCHES PUBLICS)</li></ul> <p>poursuite de la formation continue des responsables de la chaîne PPBS</p>
----------------------	---

### 2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020

Bien que le taux de réalisation technique du programme semble satisfaisant, il cache beaucoup d'insuffisances telles que :

- L'équipement et l'aménagement insignifiant des structures, surtout au niveau déconcentré,
- La construction de deux délégations départementales ;
- La démotivation du personnel liée au manque criard de d'outils et d'équipement de travail entraînant le saupoudrage dans la programmation des acquisitions en équipement ;
- Le saupoudrage dans la répartition des ressources ;
- Les missions de suivi et d'audit ne couvrant pas les 1/4 de l'étendue du territoire national ;
- L'état de délabrement avancé du Bâtiment juxtaposé au bâtiment principal du MINJEC, abritant les inspections générales et certaines unités techniques opérationnelles du département ministériel :

#### Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITÉS DES SERVICES

Presque tout le dispositif de pilotage est opérationnel à l'exception de la responsabilisation au niveau des tâches

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures							
Indicateur	Intitulé:	Niveau de mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  99.9	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2018						
	Valeur de référence:	96.0						
	Année cible:	2020						
	Valeur Cible	98.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	97.9						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	915 987 000	915 987 000	1 451 048 366	1 451 048 366	1 450 067 702	1 450 067 702	99,93 %	99,93 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Cette action été mise en œuvre dans un contexte marqué par l'introduction de nouvelles réformes sur le processus de passation des marchés et la réduction du train de vie de l'État qui reste d'actualité							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un rapport de supervision des activités du département ;</li> <li>- Tous les documents officiels du MINJEC traduits dans les deux langues officielles</li> <li>- Un rapport de coordination des services disponibles</li> <li>- Deux rapports du comité Gouvernance disponibles</li> <li>- Un rapport de gestion des dépenses communes disponible</li> <li>- Un rapport de suivi de la coopération disponible</li> <li>- Une Feuille de route élaborée disponible</li> <li>- Un rapport d'évaluation de la feuille de route disponible</li> </ul> Un rapport de gestion du courrier disponible							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Presque tout le dispositif de pilotage est opérationnel à l'exception de la responsabilisation au niveau des tâches
Perspectives 2021	Déployer la chaîne de responsabilité jusqu'au niveau des tâches; Optimiser la mise en œuvre du système de contrôle de gestion avec l'élaboration du protocole de gestion des différents programmes.

## Action 02 ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION

La performance de la réalisation de l'Action 2 a été obtenue grâce à :

- L'accompagnement effectif des équipes d'encadreurs du MINEPAT, du MINFI et de l'INS ;
- La maîtrise progressive des exigences du budget programme par les acteurs de la chaîne PPBS ;
- La recherche de la performance des programmes ;

Aux travaux de priorisation et de programmation des projets ;

OBJECTIF	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense							
Indicateur	Intitulé:	Documents de planification et de programmation produits annuellement dans les délais					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2018						
	Valeur de référence:	18.0						
	Année cible:	2020						
	Valeur Cible	24.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	24						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	57 500 000	57 500 000	31 440 000	31 440 000	31 440 000	31 440 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La recherche de la performance voulue par le nouveau Régime Financier de l'Etat;</li> <li>- Le déploiement progressif de la chaîne PPBS ;</li> <li>- La mise en place d'une organisation adéquate et rigoureuse callée au calendrier opérationnel de la préparation du budget de l'Etat prévoyant l'élaboration de tous les outils de planification ;</li> </ul> <p>La poursuite de l'opérationnalisation des projets et programmes du MINJEC (PNV, FONIJ, ONJ, PEPCIN et PTS-Jeunes).</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revue des activités des Programmes effectuée ;</li> <li>- Chaîne des résultats élaborée ;</li> <li>- CDMT élaboré et RAP en cours d'élaboration ;</li> <li>- Mise à jour de la banque des projets ;</li> <li>- Tenue de session de maturation des projets ;</li> <li>- Elaboration de Palmarès Jeunes dans les administrations publiques et organismes parapublics ;</li> </ul> <p>Suivi-évaluation des projets et programmes effectué.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>La performance de la réalisation de l'Action 2 a été obtenue grâce à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accompagnement effectif des équipes d'encadreurs du MINEPAT, du MINFI et de l'INS ;</li> <li>- La maîtrise progressive des exigences du budget programme par les acteurs de la chaîne PPBS ;</li> <li>- La recherche de la performance des programmes ;</li> </ul> <p>Aux travaux de priorisation et de programmation des projets ;</p>							

Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"><li>- Participation aux dialogues de gestion des programmes dans le but de renforcer la coordination opérationnelle des programmes pour améliorer la qualité des résultats de chaque programme ;</li><li>- Poursuite de la sensibilisation et de la formation des membres de la chaîne PPBS à l'élaboration des différents documents de planification et de programmation et à la maturation des projets ;</li><li>- Formation des acteurs de la performance sur l'utilisation de PROBMIS ;</li><li>- Poursuite du suivi-évaluation des projets et programmes d'insertion socioéconomique des jeunes ;</li><li>- Amélioration de la revue du contenu des activités des programmes ;</li><li>- Elaboration du CDMT 2022-2024 ;</li><li>- Poursuite de la mise à jour de la banque des projets ;</li><li>- Actualisation du Palmarès-Jeunes des administrations publiques et organismes parapublics ;</li></ul> <p>Poursuite de la mise en place et fonctionnement effectif de la Commission Interne de Maturation des projets d'investissement public.</p>
-------------------	---

### Action 03 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

Accompagnement effectif des administrations partenaires ;  
 Participation aux conférences de programmation des marchés ;  
 Réalisation des missions de suivi de l'exécution physico-financière du BIP ;  
 Respect des procédures en vigueur ;  
 Formation du personnel de la chaîne d'exécution du budget ; Suivi et contrôle.

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière des programmes							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution du budget				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  99,81	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		97.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		99,81					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	132 263 000	132 263 000	107 000 400	107 000 400	106 794 985	106 794 985	99,81 %	99,81 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action a été réalisée dans un contexte marqué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La réduction du train de vie de l'État ;</li> <li>- La rareté de la ressource financière ;</li> <li>- l'instabilité des applications d'exécution budgétaire;</li> <li>- la mise en œuvre du nouveau Régime Financier de l'Etat;</li> <li>- l'évolution permanente de l'application de gestion budgétaire (PROBMIS) ;</li> <li>- l'introduction permanente de nouveaux outils de pilotage du Budget Programme;</li> </ul> <p>l'introduction de nouvelles réformes dans le système de passation des marchés publics.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 8 réunions de concertation ;</li> <li>- 4 rapports de missions sur le suivi de l'exécution physico-financière du BIP</li> <li>- 20 DAO transmis à la CPM ;</li> <li>- 20 marchés attribués, signé et notifiés ;</li> <li>- 20 marchés réceptionnés</li> <li>- 04 Rapport de missions de collecte des données sur l'ensemble du territoire disponibles</li> <li>- 04 rapports trimestriels et 01 rapport annuel d'exécution du budget disponibles ;</li> <li>- RAP MINJEC 2019 disponible ;</li> <li>- 02 Rapports de collecte des données sur la préparation du budget disponibles</li> <li>- PPA MINJEC 2020 disponible ;</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Accompagnement effectif des administrations partenaires ;          Participation aux conférences de programmation des marchés ;          Réalisation des missions de suivi de l'exécution physico-financière du BIP ;          Respect des procédures en vigueur ;          Formation du personnel de la chaîne d'exécution du budget ; Suivi et contrôle.</p>							
Perspectives 2021	<p>Tenir régulièrement les réunions de cadre de concertation sur le suivi de l'exécution physico financière du BIP;          Etendre la politique de paieries spécialisées ;          Stabiliser l'évolution des versions de l'application de gestion budgétaire ;</p>							

## Action 04 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE

Initialement la production de l'annuaire statistique a été projetée comme résultat à atteindre. Compte tenu des ressources financières limitées au regard de la dispersion des sources de collecte, de l'importance numérique des ressources humaines devant être mobilisées, la DCOS s'est attelée à actualiser la base de données devant servir à la production de l'annuaire statistique. D'autres travaux, soutenus par les accompagnateurs de l'Institut National de la Statistique, ont été menés pour aider les points focaux du système statistique à avoir la maîtrise de la formulation des indicateurs de planification des activités.

OBJECTIF	Mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques au Ministère							
Indicateur	Intitulé:		Annuaire statistique produit annuellement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  0	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		1.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	6 000 000	6 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le système d'information statistique s'est déployé dans un contexte de marqué par un grand nombre de projets en cours d'exécution, notamment le Plan Triennal Spécial Jeune, le REAMORCE, la Campagne Nationale d'Education Civique et d'Intégration Nationale, la lutte contre la Covid-19 à travers la sensibilisation des populations au respect des mesures de sécurité prises par le Gouvernement.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 02 rapports de collecte et de consolidation des données statistiques</li> <li>- 02 rapports de compilation et d'analyse des données statistiques organisées</li> <li>- Activité non programmée en 2020</li> <li>- Activité non programmée en 2020</li> <li>- Activité non programmée en 2020</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Initialement la production de l'annuaire statistique a été projetée comme résultat à atteindre. Compte tenu des ressources financières limitées au regard de la dispersion des sources de collecte, de l'importance numérique des ressources humaines devant être mobilisées, la DCOS s'est attelée à actualiser la base de données devant servir à la production de l'annuaire statistique. D'autres travaux, soutenus par les accompagnateurs de l'Institut National de la Statistique, ont été menés pour aider les points focaux du système statistique à avoir la maîtrise de la formulation des indicateurs de planification des activités.							
Perspectives 2021	<p>Comme perspectives en 2021, la DCOS se propose de mener les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Actualisation de la base de données de l'annuaire statistique</li> <li>- Développement des sources et des produits statistiques</li> <li>- Mise en œuvre du système d'information statistique.</li> </ul>							

## Action 05 AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

Même si ce résultat est visiblement important, il reste insignifiant par rapport au volume des investissements à réaliser pour améliorer les conditions de travail de l'ensemble des personnels du MINJEC.

Par illustration, le MINJEC a sous sa charge 121 bâtiments conventionnés ;

Au niveau déconcentré, sur 10 DRJEC, seulement 02 DRJEC disposent du matériel roulant ;

Au Services Centraux, sur 27 responsables ayant rang de Directeur, seulement, pour l'heure, 19 disposent du matériel roulant

Saupoudrage dans la répartition des ressources.

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution du budget				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  93, 33%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		53.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		75.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		70					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	835 819 000	835 819 000	835 819 000	835 819 000	604 994 549	487 105 765	72,38 %	58,28 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action est mise en œuvre dans un contexte d'insuffisance en infrastructures, de délabrement avancé des édifices existants mais également du sous-équipement généralisé des structures du MINJEC en vue d'optimiser leur fonctionnement.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 04 DRJEC, 10 DDJEC et DAJEC dotées en mobilier de bureau ;</li> <li>- 06 DDJEC et 16 DAJEC dotées en matériel informatique ;</li> <li>- 03 DAJEC dotées en matériel de sonorisation ;</li> <li>- 03 Sites du MINJEC sécurisés ;</li> <li>- études architecturales, techniques et géotechniques du projet d'extension, de réhabilitation et d'extension des bâtiments annexes B et C devant abriter les services centraux du MINJEC et certaines structures d'encadrement des jeunes parachevés</li> <li>- 02 DRJEC, 07 DDJEC et 03 DAJEC réhabilitées ;</li> <li>- dotation aux CTD transférée</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Même si ce résultat est visiblement important, il reste insignifiant par rapport au volume des investissements à réaliser pour améliorer les conditions de travail de l'ensemble des personnels du MINJEC.</p> <p>Par illustration, le MINJEC a sous sa charge 121 bâtiments conventionnés ;</p> <p>Au niveau déconcentré, sur 10 DRJEC, seulement 02 DRJEC disposent du matériel roulant ;</p> <p>Au Services Centraux, sur 27 responsables ayant rang de Directeur, seulement, pour l'heure, 19 disposent du matériel roulant</p> <p>Saupoudrage dans la répartition des ressources.</p>							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>équiper 155 structures déconcentrées (DRJEC, DDJEC, DAJEC)</li> <li>-équiper les structures les Services Centraux en mobilier de bureau, matériel informatique et matériel roulant ;</li> <li>- réfectionner 04 structures des Services Déconcentrés ;</li> <li>-réhabiliter (clôture) le bâtiment abritant la DPEJ et le PAJER-U.</li> </ul>							

## Action 06 DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

- L'insécurité dans certaines régions du pays (Extrême Nord, Nord-Ouest, Sud-Ouest, Adamaoua, Est)
- L'instabilité des lignes de traitement SIGIPES et ANTILOPE ;
- L'absence de la connexion internet dans la plupart des machines dans les services chargés du DRH ;
- La mise en pratique des mesures barrière contre la COVID-19.
- L'insuffisance de ressources ne permettant pas un déploiement optimal du cadre organique, ainsi que la collecte des données sur le terrain ;
- Le faible taux de retour des fiches de collecte ;

### Le cadre organique désuet.

OBJECTIF	Accroître qualitativement et quantitativement les ressources humaines							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du cadre organique au MINJEC				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  97	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		64.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		75.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		72,75					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 144 500 000	1 144 500 000	2 521 679 076	2 521 679 076	2 413 758 996	2 413 758 996	95,72 %	95,72 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action a été réalisée dans un contexte marqué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'insécurité dans certaines régions du pays (Extrême Nord, Nord-Ouest, Sud-Ouest, Adamaoua, Est) ;</li> <li>- l'instabilité des applications de gestion des Ressources Humaines;</li> <li>- L'absence de la connexion internet dans la plupart des machines dans les services chargés du DRH ;</li> <li>- la poursuite de la mise en œuvre du nouveau cadre organique ;</li> <li>- la poursuite de la mise en œuvre du régime de la déconcentration de la gestion des ressources humaines ;</li> <li>- l'adaptation permanente du Guide de l'Usager sur la Gestion des Ressources Humaines ;</li> <li>- ANTILOPE) ; - L'introduction de nouveaux outils de gestion des Ressources Humaines (E-bulletin et Cartographie des postes) ;</li> <li>- L'introduction du principe de la dématérialisation des procédures administratives ;</li> <li>- La révision de l'organigramme du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique ;</li> <li>- La poursuite permanente de nouveaux outils de pilotage du Budget Programme;</li> <li>- Aménagement dans le nouveau Bâtiment ministériel ;</li> </ul> <p>La mise en pratique des mesures barrière contre la COVID-19.</p>							

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le bureau national est élu et installé</li> <li>- Brochures et rapport des missions de sensibilisation disponibles</li> <li>- assistance aux personnels éprouvés</li> <li>- Meilleurs Agents et UTO élus et récompenses achetées</li> <li>- <i>Traitement des Actes d'affectation, nominations, plan de recrutement, plan de formation et autres actes de gestion des positions des personnels.</i></li> <li>- Rapport des comités d'assainissement du fichier du personnel Fichier Solde et Carrière disponible et transmis</li> <li>- Un fichier assaini disponible</li> <li>- P1 :100% d'outils de la réforme sont acquis</li> <li>P2 :20% d'utilisateurs formés à un bon usage ;</li> <li>Les actes de gestion de la carrière, de la solde et des pensions traités avec beaucoup de facilité ;</li> <li>- maintenance et réparation des applications utilisées pour la gestion des personnels, des carrières et de la solde assuré</li> <li>-Plan de formation des personnels disponible avec les différents TDRs disponible et transmis au MINFOPRA</li> <li>- Rapports des séances de formation et recyclages des personnels disponibles ;</li> <li>- Actes de carrière de chaque personnels traité et mise à jour.</li> <li>-Personnels informés de l'évolution de leurs carrières et leurs rôles à jouer pour une bonne évolution de leurs carrières</li> <li>-Actes de solde de chaque personnels traité et mise à jour dans leurs salaires ;</li> <li>-Personnels informés de l'évolution de leurs situations salariales et leurs rôles à jouer pour une bonne maîtrise de leurs situations solde.</li> <li>--Listing des pensionnés édité et maîtrisé ;</li> <li>--Actes de pension et de liquidation des droits de chaque pensionné traité et transmis au MINFI pour prise en charge ;</li> <li>-Pensionnés informés de l'évolution de leurs situations et leurs rôles à jouer pour une bonne maîtrise de leurs situations.</li> </ul>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'insécurité dans certaines régions du pays (Extrême Nord, Nord-Ouest, Sud-Ouest, Adamaoua, Est)</li> <li>- L'instabilité des lignes de traitement SIGIPES et ANTILOPE ;</li> <li>- L'absence de la connexion internet dans la plupart des machines dans les services chargés du DRH ;</li> <li>- La mise en pratique des mesures barrière contre la COVID-19.</li> <li>- L'insuffisance de ressources ne permettant pas un déploiement optimal du cadre organique, ainsi que la collecte des données sur le terrain ;</li> <li>- Le faible taux de retour des fiches de collecte ;</li> </ul> <p>Le cadre organique désuet.</p>

Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Optimisation de la gestion prévisionnelle des effectifs par compétences ;</li> <li>- Renouvellement du cadre organigramme ;</li> <li>- Formation continue du personnel (PPBS, SIGIPES, PROBMIS, GESTION de carrières dispensions et de la Solde, Marchés Publics, WORD, EXCEL, INTERNET...);</li> <li>- Augmentation des formations et recyclages du personnel en vue d'attendre les nouveaux objectifs</li> <li>- Intensification de l'opération d'assainissement du fichier du personnel et de la solde aux Délégations Régionales et augmentation du nombre des rapports transmis au CISM ;</li> <li>- Recensement Physique et contrôle de présence effective aux postes de travail ;</li> <li>- Poursuite de la redynamisation de la mutuelle des personnels MINJEC ;</li> <li>- Renforcement des capacités des personnels en vue d'une déconcentration effective de la gestion des carrières et de la solde ;</li> <li>- Effectivité du mandatement des autres accessoires de la solde aux personnels du MINJEC, afin qu'ils soient satisfaits sans se déplacer de leurs lieux de services respectifs ;</li> <li>- Accompagnement du personnel retraités ou en voie de la retraite sur le traitement prévisionnels de leurs actes de fin de carrière ;</li> <li>- Encouragé l'enrôlement dans l'application Cartographie des poste de travaux ;</li> <li>- Dématérialisation des procédures;</li> </ul> <p>Finalisation de l'élaboration du manuel de procédure administratif au MINJEC ;-</p>
-------------------	--

## Action 07 DÉVELOPPEMENT DES TIC

OBJECTIF	Optimiser les échanges administratifs entre Différentes structures du MINJEC							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  85,71%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		70.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		60					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	21 000 000	21 000 000	16 800 000	16 800 000	16 800 000	16 800 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action a été mise en œuvre dans un contexte marqué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion de l'usage des TIC ;</li> <li>- L'utilisation d'un schéma directeur et matériel réseau obsolète ;</li> <li>- L'amplification de la cybercriminalité ;</li> <li>- Promotion de l'usage citoyen des réseaux sociaux ;</li> <li>- Production de la carte jeune ;</li> <li>- L'audit de sécurité du système informatique du MINJEC par l'ANTIC ;</li> <li>- Intensification de la campagne nationale d'EC.</li> </ul> <p>L'élaboration du master plan eGovernment</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 04 rapports de sensibilisation</li> <li>- Augmentation de la bande passante</li> <li>- Obtention d'un local technique</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)								
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actualisation du schéma directeur ;</li> <li>- Acquisition du logiciel de gestion du courrier ;</li> <li>- Intensification de la sensibilisation du personnel aux TIC ;</li> <li>- Elaboration de la politique sectorielle de sécurité ;</li> <li>- Acquisition du matériel informatique ;</li> <li>- Acquisition d'application informatique ;</li> </ul> <p>Sensibilisation du personnel au TIC ;</p>							

## Action 08 CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE

- Insécurité dans certaines Régions qui ne permet pas un déploiement optimal ;
- Raisons sanitaires
- Insuffisance des ressources financières et logistiques qui ne permet pas de se déployer sur l'étendue du territoire par conséquent la sensibilisation de personnels à la lutte contre la corruption reste limitée.

OBJECTIF	Optimiser le fonctionnement et la performance des services							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports de mission au MINJEC				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  83,33 %	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		40.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		60.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		50					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	71 500 000	71 500 000	57 200 000	57 200 000	57 160 000	57 160 000	99,93 %	99,93 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action a été mise en œuvre dans un contexte marqué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Démotivation du personnel ;</li> <li>- Rendement peu satisfaisant dû aux absences irrégulières au poste ;</li> <li>- Observation des actes de corruption ;</li> </ul> <p>Qualité approximative du service public.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 53 unités évaluées</li> <li>- 50 descentes inopinées</li> <li>- 09 structures auditées</li> <li>- 02 numéros verts fonctionnels</li> </ul> <p>01 guide disponible</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>Insécurité dans certaines Régions qui ne permet pas un déploiement optimal ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Raisons sanitaires</li> <li>- Insuffisance des ressources financières et logistiques qui ne permet pas de se déployer sur l'étendue du territoire par conséquent la sensibilisation de personnels à la lutte contre la corruption reste limitée.</li> </ul>							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intensifier les missions de contrôle ;</li> <li>- Multiplier les audits dans les structures ;</li> <li>- Vérifier les présences effectives des responsables aux postes ;</li> </ul> <p>Evaluer l'application des circulaires ministérielles dans les services déconcentrés, rattachés et sous tutelles</p>							

## Action 09 CONSEIL JURIDIQUE

Les ressources financières mises à la disposition de la Division des Affaires Juridiques ont permis :

- de défendre les intérêts de l'Etat (MINJEC) en justice ;
- d'effectuer des descentes en vue de la sécurisation du patrimoine foncier du MINJEC, ce qui a permis de dresser une cartographie des ressources domaniales appartenant au MINJEC et celles objet de location ;
- de recenser un nombre considérable de Textes Juridiques nécessaires à l'élaboration et à la production du Recueil des Textes Juridiques mis à jour du MINJEC ;
- de veiller au respect de la légalité et de la régularité de tous les actes/Conventions/Accords de Partenariats/contrats qui engagent le MINJEC.

OBJECTIF	Veiller au respect des droits et règlements au MINJEC							
Indicateur	Intitulé:	Proportion des textes élaborés dans les délais au MINJEC					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  90	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2018						
	Valeur de référence:	95.0						
	Année cible:	2020						
	Valeur Cible	100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	90						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	31 500 000	31 500 000	75 600 000	75 600 000	75 598 319	75 598 319	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Le Conseil Juridique s'est inscrit dans une dynamique visant à respecter les droits et règlements en vigueur au sein du MINJEC, notamment à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'élaboration et la mise en forme régulière et conforme à la législation en vigueur, des Textes réglementaires et des projets de Conventions/Accords initiés par le Ministère ou soumis à la signature du Ministre ;</li> <li>- la veille sur la légalité et de la régularité des actes engageant le Ministère ;</li> <li>- la protection et la défendre des intérêts du MINJEC contre toute forme d'attaques et d'entraves, devant les Instances compétentes ;</li> <li>- la mise en œuvre des mécanismes juridiques visant à sécuriser le Patrimoine Foncier du MINJEC ;</li> <li>- la promotion et la vulgarisation de la culture juridique au sein du MINJEC et ses Structures rattachées et sous tutelle.</li> </ul>							

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournitures de bureau disponibles ;</li> <li>- Carburant et lubrifiants des véhicules automobiles acquis ;</li> <li>-01 Mission de collecte effectuée sur le terrain ;</li> <li>60 textes nouveaux recensés et collectés ;</li> <li>- 20 textes mis à jour ;</li> <li>- 05 textes caducs connus ;</li> <li>-01 Session de validation organisée, assortie d'un inventaire des textes retenus pour exploitation ;</li> <li>-01 Recueil de textes règlementaires et Juridiques élaboré et produit ;</li> <li>-01 Mission effectuée en vue d'assurer le Suivi des litiges dans les Services Centraux, Déconcentrés, Rattachés et Sous-tutelle ;</li> <li>-01 Extrait du Plumitif levé aux Greffes après audience auprès du TGI du Mfoundi ;</li> <li>-01 Expédition des Réquisitions levée aux Greffes après leur production ;</li> <li>-01 Expédition levée aux Greffes au terme d'une Décision de Justice en 1<sup>er</sup> ressort ;</li> <li>-01 Grosse et 01 Copie-Grosse levée au Greffe au terme d'une Décision de Justice revêtant « l'autorité de la juge jugée » ;</li> <li>01 Certificat levé au Greffe après épuisement des Voies de Recours ;</li> <li>Des fournitures de bureau acquises ;</li> <li>- Carburant et lubrifiants des véhicules de mission, acquis ;</li> <li>-le suivi de la Procédure d'immatriculation du patrimoine foncier du MINJEC ;</li> <li>-01 Mission effectuée en vue de la collecte et de la mise à jour des données relatives au Patrimoine Foncier ;</li> <li>- 01 mission effectuée dans les régions du Centre, l'Est, le Sud, le Littoral et le Sud-ouest, en vue de promouvoir et vulgariser la culture juridique ;</li> <li>- 03 tables rondes organisées en faveur des personnels des services déconcentrés, rattachés et sous tutelle du MINJEC ;</li> <li>- 01 causerie éducative organisée en vue de sensibiliser les personnels du MINJEC sur la culture juridique ;</li> <li>- 05 Brainstorming organisés ;</li> <li>123 responsables et personnels formés, éduqués et sensibilisés dans les différentes Régions ayant accueilli les équipes de missions sur les procédures extrajudiciaires et judiciaires dans le cadre de l'instruction et du suivi des contentieux.</li> </ul>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>Les ressources financières mises à la disposition de la Division des Affaires Juridiques ont permis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de défendre les intérêts de l'Etat (MINJEC) en justice ;</li> <li>- d'effectuer des descentes en vue de la sécurisation du patrimoine foncier du MINJEC, ce qui a permis de dresser une cartographie des ressources domaniales appartenant au MINJEC et celles objet de location ;</li> <li>- de recenser un nombre considérable de Textes Juridiques nécessaires à l'élaboration et à la production du Recueil des Textes Juridiques mis à jour du MINJEC ;</li> <li>- de veiller au respect de la légalité et de la régularité de tous les actes/Conventions/Accords de Partenariats/contrats qui engagent le MINJEC.</li> </ul>
<p>Perspectives 2021</p>	<p>En perspective, la Division des Affaires Juridiques envisage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'intensifier les activités inhérentes à la vulgarisation de la Culture Juridique au profit des Personnels des Services Centraux, Déconcentrés, et Rattachés du MINJEC et mettre un accent particulier sur la formation et le renforcement des capacités des Personnels ;</li> <li>-le renforcement des capacités légistiques du personnel de la DAJ ;</li> <li>- la multiplication du recueil des textes juridiques déjà produit, en vue de leur distribution aux Unités Techniques Opérationnelles du MINJEC ;</li> <li>- la finalisation et la production du Recueil des Textes juridiques actualisé du MINJEC ;</li> <li>- l'amélioration des stratégies mises en œuvre dans le cadre de la sécurisation du Patrimoine Foncier du MINJEC.</li> </ul>

## Action 10 COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE

Plusieurs actions majeures ont été réalisées grâce aux fonds mis à notre disposition. Malgré la pandémie à Corona Virus, la Cellule de Communication a pu mettre en œuvre le plan de communication de plusieurs activités à l'instar de la poursuite de l'intensification de la campagne nationale d'éducation civique sur les faits d'incivisme et de civisme ; la Campagne spéciale de sensibilisation des populations pour l'adoption des comportements civiques et patriotiques en temps de Covid-19 ; la célébration de la Fête de la Jeunesse et de la Journée Internationales du Volontariat, sur l'accélération de l'opérationnalisation du Plan triennal « Spécial-jeunes » ; la production des microprogrammes audiovisuels sur les faits d'incivisme et de civisme ; la production et la diffusion de plusieurs éditions de l'émission radiophonique, la création et la mise à jour régulière de plusieurs pages internet du MINJEC ; l'animation des plateformes digitales institutionnels, l'animation et la facilitation de plusieurs événements majeurs du MINJEC.

L'écho provoqué au sein de l'opinion publique nationale montre à suffisance l'intérêt que les thématiques du MINJEC suscitent auprès de nos cibles et partenaires un intérêt certain, et encouragent à continuer le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des activités de communication et relations publiques dans le budget du ministère.

On peut cependant relever dans l'exécution de nos missions quelques insuffisances. La première difficulté à trait à l'enveloppe budgétaire allouée pour cette action. Celle-ci n'a pas permis de réaliser certaines actions envisagées en l'occurrence le sponsoring des pages Facebook du Ministère ainsi que de certains visuels dont l'existence devrait contribuer à optimiser la visibilité des missions et activités du secteur jeunesse au sein de l'opinion nationale et internationale. La deuxième difficulté est la logistique qui ne permet pas à l'équipe de la Cellule de se déployer efficacement. La Celcom n'ayant pas de véhicule doit rivaliser d'ingéniosité pour se faire prêter un véhicule tant pour déplacer le matériel de sonorisation, de prise de vue, ou pour acheminer les journalistes au point de l'événement.

OBJECTIF	Informer, éduquer et sensibiliser les jeunes et le public sur les activités du MINJEC en vue de rendre visible et lisibles les actions du gouvernement en faveur de la jeunesse							
Indicateur	Intitulé:		Taux de couverture médiatique des activités du MINJEC				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		80.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		90.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		90					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	80 000 000	80 000 000	37 200 000	37 200 000	37 190 000	37 190 000	99,97 %	99,97 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action a été mise en œuvre dans un contexte marqué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La poursuite de l'intensification de la campagne nationale d'éducation civique sur les faits d'incivisme et de civisme ;</li> <li>- La crise sanitaire liée à la pandémie du Corona Virus ;</li> </ul>							

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Campagne spéciale de sensibilisation des populations pour l'adoption des comportements civiques et patriotiques en temps de Covid-19 ;</li> <li>- L'accélération de l'opérationnalisation du Plan triennal « Spécial-jeunes » ;</li> <li>- Les discours de haine dans les médias et les réseaux sociaux ;</li> </ul> <p>La crise sécuritaire dans les régions du Septentrion et dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.</p>
<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 01 Rapport d'activité</li> <li>- 03 Press Book:</li> <li>- 10 émissions radiophoniques</li> <li>- 02 magazines Inside Minjec</li> <li>- 10 microprogrammes d'Education Civique et d'Intégration Nationale</li> </ul> <p>10 reportages audiovisuels pour la MINJEC WEB TV</p>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>Plusieurs actions majeures ont été réalisées grâce aux fonds mis à notre disposition. Malgré la pandémie à Corona Virus, la Cellule de Communication a pu mettre en œuvre le plan de communication de plusieurs activités à l'instar de la poursuite de l'intensification de la campagne nationale d'éducation civique sur les faits d'incivisme et de civisme ; la Campagne spéciale de sensibilisation des populations pour l'adoption des comportements civiques et patriotiques en temps de Covid-19 ; la célébration de la Fête de la Jeunesse et de la Journée Internationales du Volontariat, sur l'accélération de l'opérationnalisation du Plan triennal « Spécial-jeunes » ; la production des microprogrammes audiovisuels sur les faits d'incivisme et de civisme ; la production et la diffusion de plusieurs éditions de l'émission radiophonique, la création et la mise à jour régulière de plusieurs pages internet du MINJEC ; l'animation des plateformes digitales institutionnels, l'animation et la facilitation de plusieurs événements majeurs du MINJEC.</p> <p>L'écho provoqué au sein de l'opinion publique nationale montre à suffisance l'intérêt que les thématiques du MINJEC suscitent auprès de nos cibles et partenaires un intérêt certain, et encouragent à continuer le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des activités de communication et relations publiques dans le budget du ministère.</p> <p>On peut cependant relever dans l'exécution de nos missions quelques insuffisances. La première difficulté à trait à l'enveloppe budgétaire allouée pour cette action. Celle-ci n'a pas permis de réaliser certaines actions envisagées en l'occurrence le sponsoring des pages Facebook du Ministère ainsi que de certains visuels dont l'existence devrait contribuer à optimiser la visibilité des missions et activités du secteur jeunesse au sein de l'opinion nationale et internationale. La deuxième difficulté est la logistique qui ne permet pas à l'équipe de la Cellule de se déployer efficacement. La Celcom n'ayant pas de véhicule doit rivaliser d'ingéniosité pour se faire prêter un véhicule tant pour déplacer le matériel de sonorisation, de prise de vue, ou pour acheminer les journalistes au point de l'événement.</p>
<p>Perspectives 2021</p>	<p>Pour l'année prochaine, il est prévu la mise en œuvre de grandes actions de communication autour de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'intensification de la campagne médiatique sur les faits de l'incivisme et du civisme ;</li> <li>- la reconfiguration du site MINJEC ;</li> <li>- la promotion des plateformes numériques du MINJEC ;</li> <li>- la production d'émissions pour la chaîne de télévision en ligne ;</li> <li>- L'intensification de la production et diffusion des microprogrammes d'éducation civique</li> </ul> <p>La communication autour des programmes et projets du Plan Triennal « Spécial-Jeunes » et du Youth Connekt Cameroon ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'élaboration et le développement d'une nouvelle stratégie de communication au MINJEC ;</li> </ul> <p>La relance de la production du Magazine du MINJEC, mais aussi la poursuite de l'accompagnement des programmes, projets et structures du MINJEC en matière de mise en œuvre des actions de communication et de marketing média.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le lancement d'un journal en ligne « Minjec E News »</li> </ul> <p>La redynamisation de l'émission radio institutionnelle du MINJEC « Jeunesse sur les Ondes »</p>

## Action 11 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Les sollicitations des UTO et des structures déconcentrées du Minjec, en ce qui concerne leurs besoins en documentation, ont été réalisées par le CNPDDJ.

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires au MINJEC							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des documents produits, diffusés et archivés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		45.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		45						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	13 000 000	13 000 000	10 400 000	10 400 000	10 400 000	10 400 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'action gestion des ressources documentaires s'exécute dans l'optique de fournir aux structures opérationnelles du MINJEC et autres structures partenaires toute la documentation leur permettant de mener des actions de sensibilisation et d'éducation civique à l'endroit de la jeunesse en particulier et de la population camerounaise en générale.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>-Production et Diffusion de la Documentation :</p> <p>-400 responsables des services déconcentrés du Minjec outillés à la maîtrise du télétravail (La majorité du personnel Minjec est non exposée à la pandémie du Covid-19) ;</p> <p>-10.000 documents produits et mis à la disposition des UTO et autres structures partenaires (Usagers satisfaits par le service public au Minjec, fiche de collecte des besoins auprès des UTO, registres de sorties des documents en direction des UTO) ;</p> <p>-7000 documents produits sont mis à la disposition des services déconcentrés du Minjec (10 fiches de décharge ,10 rapports de mission)</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les sollicitations des UTO et des structures déconcentrées du Minjec, en ce qui concerne leurs besoins en documentation, ont été réalisées par le CNPDDJ.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement de l'infrastructure relative à la production et la diffusion de la documentation ;</li> <li>- Production et diffusion de la documentation ;</li> <li>- Gestion des ressources documentaires</li> </ul>							

### 3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2020 du Ministère de la Jeunesse et de l'éducation Civique permet non seulement d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du département, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen terme, eu égard aux leçons apprises.

De manière générale, la première année du triennat (2020-2022) et la huitième année de mise en œuvre de l'organigramme dans un contexte de budget programme a permis au Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique de mesurer l'effort entrepris pour parvenir à une véritable autonomisation des jeunes, un réarmement moral des populations et parvenir à un véritable vivre ensemble harmonieux.

Les résultats obtenus de la mise en œuvre des différents programmes étant mitigés, des critiques profondes méritent d'être apportées tant dans la formulation des objectifs, des actions que des indicateurs. Le but étant d'obtenir les dotations budgétaires qui tiennent compte des missions du Ministère de la Jeunesse et de l'éducation Civique.

### 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Dans l'optique de réaliser la contribution attendue du sous-secteur « Jeunesse et Education Civique » et en vue d'atteindre les objectifs du DSCE, le Ministère de la Jeunesse et de l'éducation Civique s'est fixé comme objectif stratégique : « ***promouvoir l'autonomisation des jeunes, l'éducation civique et l'intégration nationale*** ».

Pour l'atteinte de cet objectif, les priorités ont été axées sur la mise en œuvre cohérente et intégrée d'un certain nombre de projets et de politiques publiques en relation avec les missions du Ministère notamment :

- La mise en œuvre du PTS-jeunes ;
- La promotion de l'éducation civique et de l'intégration nationale à travers la poursuite de l'intensification de la campagne nationale d'éducation civique et d'intégration nationale dont le Projet d'Education Populaire, Civique et d'intégration Nationale (PEPCIN) assurera la pérennité ;
- La formation en continue des relais éducatifs en vue d'une sensibilisation de proximité ;
- Le développement d'une politique plus accrue d'intégration des camerounais en général et de la diaspora en particulier ;
- L'opérationnalisation des comités régionaux, dép et la mobilisation des appelés pour les rencontres et des actions citoyennes ;

Le renforcement des capacités techniques, entrepreneuriales et managériales des jeunes ;

- le financement des projets des jeunes ;
- le développement des structures d'encadrement des jeunes à travers la construction et l'équipement des CMPJ ;
- la promotion de la participation des jeunes.

L'appréciation de la performance globale du département nartementaux et d'arrondissement d'éducation civique et d'intégration nationale avec la création et l'animation des clubs d'éducation civique et d'intégration nationale à tous les niveaux ;

- La promotion de l'insertion socio-économique des jeunes ;
- La formation des Médiateurs Communautaires sur l'ensemble du territoire ;
- La formation et la mobilisation des appelés pour les rencontres et des actions citoyennes ;

Le renforcement des capacités techniques, entrepreneuriales et managériales des jeunes ;

- Le financement des projets des jeunes ;
- Le développement des structures d'encadrement des jeunes à travers la construction et l'équipement des CMPJ ;
- La promotion de la participation des jeunes.

Dans le cadre du triennat en cours, la stratégie mise en place par le MINJEC en matière d'insertion socioéconomique des jeunes vise à intensifier les actions en faveur de l'insertion sociale et économique des jeunes, et à développer des actions susceptibles d'atteindre le maximum de jeunes en quête d'emploi ou d'auto-emploi. Deux principaux piliers sont définis : la formation et l'accompagnement des jeunes.

Suivant cette logique, six actions ont été identifiées à savoir :

- le développement de l'entrepreneuriat des jeunes ;
- l'accompagnement des jeunes formés dans les structures du MINJEC à l'insertion socioprofessionnelle ;
- la promotion de l'insertion sociale des jeunes en difficulté ;
- la promotion de la vie associative ;
- la promotion de la participation des jeunes ;
- le développement des structures d'encadrement des jeunes.

L'appréciation de la performance globale du département ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacune de ces politiques publiques.

### Ø **Promotion de l'éducation civique et de l'intégration nationale**

Cet axe avait pour objectif, de porter de 4.000.000 en 2019 à 5.607.230 le nombre de personnes formées aux valeurs citoyennes par les structures d'encadrement du MINJEC en 2021.

Au titre de l'exercice 2020, cet axe a atteint le chiffre de 3.393.683, valeurs agrégées de de personnes formées aux valeurs citoyennes par les structures d'encadrement du MINJEC. Cette performance a été possible grâce aux activités de grande mobilisation et des campagnes de masse.

Il convient donc de relever que les résultats obtenus concourent à la réalisation de l'objectif stratégique du Ministère de la Jeunesse et de l'éducation Civique à savoir, **Promouvoir l'autonomisation des jeunes, l'éducation civique et l'intégration nationale.**

### 3.2. LEÇONS APPRISSES

La mise en œuvre de l'ensemble des programmes du Ministère a révélé une formulation peu porteuse des objectifs, des actions et des indicateurs.

- Le budget programme étant une construction permanente, la cuvée 2018 - 2020 des programmes a montré que des aménagements doivent être opérés dans la présentation des programmes, le contenu des actions et la définition des indicateurs ;
- Il existe un besoin d'harmonisation de certains éléments de programmes, afin d'éviter par exemple d'avoir des indicateurs différents pour renseigner une même réalité, ou d'avoir des libellés d'actions différents donnant l'impression de traiter des réalités différentes ou de présenter de façon agrégée les données différentes par nature.
- La mise en place d'une base de données, ou d'un répertoire des indicateurs permettrait de régler en partie ce problème ;
- Bien choisir les indicateurs permet de mieux renseigner sur les performances réalisées. Un mauvais choix d'indicateur oblige à s'écarter de la réalité exprimée par les activités menées au sein d'une action précise. Il faudrait un meilleur accompagnement dans la formulation des indicateurs compte tenu de la spécificité du secteur social dont les données se prêtent difficilement à la quantification.

### 3.3. PERSPECTIVES 2021

- Veiller à la cohérence interne des programmes au moment de leur élaboration pour l'atteinte optimale de l'objectif stratégique du ministère ;
- Améliorer le dialogue de gestion des programmes dans le but de renforcer la coordination opérationnelle des actions d'un programme et celle des activités d'une action, pour améliorer la qualité des résultats de chaque programme ;
- Rationaliser les activités des différentes actions pour obtenir de meilleurs résultats ;
- Mettre en place un système de collecte des données statistiques permettant de mieux renseigner les indicateurs ;
- Solliciter une dotation budgétaire permettant de faire fonctionner toutes les structures engendrées par le nouvel organigramme du Ministère de la Jeunesse et de l'éducation Civique ;
- Accélérer la mise en œuvre du Plan Triennal Spécial Jeunes ;
- Renforcer le processus de déconcentration de gestion de la solde et des pensions ( *transmission des Etats de Somme Due et saisie et validation des ESD, logement et avancement* )
- l'organisation d'une rencontre des services centraux et déconcentrés du MINJEC en vue d'harmoniser les méthodes d'intervention des responsables sur les questions d'éducation civique et d'intégration nationale.
- La pérennisation de la campagne nationale d'éducation civique et d'intégration nationale par l'opérationnalisation du PEPCIN ;
- La mise en place progressive des structures, résolutions et recommandations du

colloque international sur l'éducation civique et l'intégration nationale ;

- L'organisation d'une rencontre des services centraux et déconcentrés du MINJEC en vue d'harmoniser les méthodes d'intervention des responsables sur les questions d'éducation civique et d'intégration nationale.